

PRÉSENTATION

Présentation	1
Un sondage imprudent	2
Accommodements raisonnables et polygamie	4
Discrimination intersectorielle et Coalition canadienne des municipalités contre le racisme	5
Conclusions et recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale	6

Comité de rédaction :

Micheline Labelle,
Directrice du CRIEC,
Département de sociologie de l'UQAM

Rachad Antonius,
Directeur adjoint du CRIEC,
Département de sociologie de l'UQAM

André Jacob,
Professeur associé,
Département de travail social de l'UQAM

Jean-Claude Icart,
Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations (CRIEC)

Marie-Pier Dostie,
Assistante de recherche au CRIEC

Au cours des dernières semaines, l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations a été très sollicité suite à la parution d'un sondage controversé qui a reçu une importante couverture médiatique. En effet, la *Grande enquête sur la tolérance des Québécois* a complètement monopolisé l'espace public, alimenté une véritable guerre de médias et provoqué d'importants remous. Toute cette agitation a conduit le premier ministre du Québec, Jean Charest, à annoncer, le 8 février 2007, la création de la *Commission de consultation sur les pratiques d'accommodements reliées aux différences culturelles*, co-présidée par le sociologue Gérard Bouchard et le philosophe Charles Taylor.

La publication de cette étude effectuée par la firme Léger Marketing a débuté le 15 janvier 2007, date anniversaire de la mort de Martin Luther King, par un titre choc présenté à la une du Journal de Montréal: «59% des Québécois se disent racistes». Il n'est pas exagéré de dire que

le Québec tout entier a été ébranlé et l'Observatoire a notamment réagi avec la parution, le vendredi 19 janvier 2007, d'une lettre ouverte dans le quotidien La Presse. Vous trouverez dans les prochaines pages la reproduction intégrale de cette lettre.

Ce Bulletin, en plus d'informer sur nos activités régulières, vous présente également les conclusions et recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, suite à l'examen du rapport présenté par le Canada les 20 et 21 février 2007. Ce texte vous est exceptionnellement présenté en anglais puisque la version française n'était pas encore disponible au moment de mettre sous presse, la réunion du Comité ayant pris fin le 9 mars 2007.

Jean-Claude Icart,
Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations
Micheline Labelle,
Directrice du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC), Département de sociologie de l'UQAM

Un sondage imprudent¹

par **Rachad Antonius**, Directeur adjoint du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC),
Jean-Claude Icart, Coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations,
Micheline Labelle, Directrice du Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté (CRIEC).

Il n'est pas exagéré de dire que le Québec tout entier a été ébranlé par le «scoop» du Journal de Montréal, à l'effet que 59% des Québécois se disent racistes.

Or, pour beaucoup de Québécois de diverses origines, les résultats de cette question ne correspondent tout simplement pas à la réalité. Pour nous, chercheurs qui travaillons à identifier les facteurs sociaux qui produisent ou reproduisent le racisme et qui le dénonçons sans compromis, ces résultats n'ont aucun sens. Oui, le racisme existe, et il faut mettre tout en oeuvre pour le combattre. Mais de là à affirmer que 59% des Québécois sont racistes, il y a un ravin plutôt qu'un fossé, et les impératifs commerciaux d'un «scoop» sensationnaliste ne justifient aucunement de le franchir, surtout quant on considère les conséquences de cette façon de poser le problème.

Deux facteurs expliquent ces résultats aberrants, témoignant d'une méthodologie douteuse: l'usage d'une terminologie confuse, et l'agrégation de catégories qui sont qualitativement différentes et qui ne devraient pas être agrégées.

Commençons par la terminologie. La question 11 du questionnaire fait référence au terme «racisme» sans le préciser, ce qui fait que les sondés peuvent vouloir dire des choses fort différentes! Or le racisme, ce n'est pas rien. Le racisme constitue : «Une idéologie qui se traduit par des préjugés, des pratiques de discrimination, de ségrégation et de violence, impliquant des rapports de pouvoir entre des groupes sociaux, qui a une fonction de stigmatisation, de légitimation et de domination, et dont les logiques d'infériorisation et de différenciation peuvent varier dans le temps et l'espace» (Labelle, Un lexique du racisme, UNESCO, 2006).

Utilisation abusive

Il est peu probable que tous les sondés aient pris le terme dans toute sa signification pour se dire «racistes». Il y a donc là une utilisation abusive du

mot, qui devient un fourre-tout pour exprimer toute une gamme d'attitudes possibles, allant de l'attitude antagoniste et agressive face à ceux et celles que l'on perçoit comme étrangers (ce qui relève effectivement du racisme), à une attitude d'appréhension face aux questions existentielles que pose l'immigration à la société québécoise.

Le deuxième problème est celui du regroupement des catégories, ceux qui se disent fortement racistes étant amalgamés à ceux qui se disent moyennement ou faiblement racistes pour donner ce fameux total de 59%. Or, que voudrait dire la réponse «moyennement raciste» ou encore «légèrement raciste»? De nombreuses interprétations pourraient en être données par les répondants. Cela pourrait vouloir dire que la personne interviewée n'est pas spontanément portée vers ceux ou celles qui ne lui ressemblent pas, qu'elle en est consciente, et qu'elle se sent peut-être coupable de cette situation. Ou encore qu'elle ne fait pas tous les efforts qu'elle se sent obligée de faire pour s'ouvrir à l'autre, etc.

Une prise en compte des réponses aux autres questions (qui n'étaient pas rendues publiques au moment d'écrire ces lignes) aurait permis de voir autrement les résultats de la question 11. Ainsi, on l'a appris par la suite, 78% des membres des communautés culturelles se sentent bien accueillis. Le seraient-ils si 60% des citoyens (ou même plus, si on exclut les dites communautés du calcul!) leur manifestaient de l'hostilité? Plus de 50% des répondants estiment que le racisme est un problème. C'est-à-dire qu'ils et elles n'endossent pas cette idéologie, autrement ce ne serait pas un problème! Conclusion: l'agrégation des diverses catégories de réponses est logiquement indéfendable.

Le procédé est d'autant plus pernicieux qu'il s'agit d'une auto-classification: si les gens se disent eux-mêmes racistes, allez-vous mettre en doute leur propre réponse? Personne n'accuse le peuple, il s'accuse lui-même!

¹ Cet article a été publié dans le quotidien La Presse le vendredi 19 janvier 2007 en page A19

Or c'est le résultat de cette question spécifique qui a été mis en exergue, alors que les autres questions auraient apporté un portrait plus nuancé, moins alarmiste, et surtout moins porteur de zizanie.

Impact sociétal

Ceci nous amène à notre deuxième préoccupation: l'impact sociétal. La mise en exergue de ce résultat abusivement amalgamé pourrait avoir un double effet. Pour les nouveaux arrivants dont l'expérience au Québec est limitée, cela va forger leur perception et leur attitude, et ne les encouragera certainement pas à vouloir participer pleinement à une société aussi «raciste». Pour ceux et celles qui ont tendance à se méfier de l'Autre ou a lui être hostile, ce résultat malheureux agira comme une caution: le nombre nous donne raison, penseront-ils. Ceci constituera un encouragement, pour les marges hostiles aux immigrants, à manifester cette hostilité ouvertement. Sans vouloir établir un lien de cause à effet direct entre le sondage et le vandalisme d'une école musulmane, on peut raisonnablement estimer qu'il y a là un encouragement et une légitimation de l'expression ouverte de l'hostilité.

Tout cela ne jouera aucun rôle positif dans la construction d'un dialogue entre les diverses composantes de la société québécoise. À ce titre, le sondage exclut complètement les Autochtones de la conscience publique. Et Jean-Marc Léger n'a eu de cesse de présenter l'opinion des Québécois (l'un des échantillons de son sondage) versus celle des «communautés culturelles» (autre échantillon), entretenant la dichotomie politique qui s'est instaurée dans l'opinion publique depuis des lustres. Que contenait le premier échantillon? Seulement des Québécois d'origine canadienne-française? Quant au second, les personnes issues des dites communautés culturelles ne sont-elles pas aussi des Québécois à part entière?

En conclusion, le Journal de Montréal nous a livré un «scoop» médiatique de mauvais goût qui aura des répercussions négatives dépassant de loin les frontières du Québec. Profiter d'une conjoncture enflammée sur les accommodements raisonnables, qu'attise Mario Dumont de manière irresponsable, n'est pas la meilleure façon d'amener des gens à travailler ensemble pour bâtir une communauté de citoyens et un avenir commun. (...)

VIENT DE PARAÎTRE

Oueslati, B., Labelle, M. et R. Antonius (2006). *Incorporation citoyenne des Québécois d'origine arabe: conceptions, pratiques et défis*, Cahier no 30, Montréal, Université du Québec à Montréal, Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté, 178 p.

Cette étude qualitative vise à explorer les perceptions et les expériences directes ou indirectes de racisme et de discrimination vécues par des citoyens d'origine arabe de première et de deuxième génération âgés de 18 à 35 ans, et sur les modalités d'exercice de leur citoyenneté. On y examine, leur expérience dans les domaines de l'école, du travail et des activités sociales, leurs conceptions de l'identité et leurs perceptions des politiques de multiculturalisme ou d'intégration, particulièrement dans le contexte de l'après 11 septembre.

La recherche a été financée par le CRSH (programmes stratégiques et initiatives conjointes Patrimoine canadien).

Ce document peut être téléchargé à partir de la page web du CRIEC : www.criec.ugam.ca et est disponible au prix de 15\$ au bureau du CRIEC, Université du Québec à Montréal, Pavillon Hubert-Aquin, local A-5095.

Acommodements raisonnables et polygamie

Cet automne, un public très important a participé à deux activités du Centre de recherche sur l'immigration, l'éthnicité et la citoyenneté (CRIEC).

1. Les accommodements raisonnables

Notion juridique, l'accommodement raisonnable ne peut se résumer à la prise en compte de la diversité religieuse. Cependant, ces dernières années, les cas du port du kirpan ou du foulard islamique et les demandes d'espaces réservés pour les jeunes filles dans les piscines ont attiré l'attention de l'opinion publique et ont relancé le débat autour de l'obligation d'accommodement raisonnable.

Le mardi 10 octobre 2006 un panel composé de Me Pierre Bosset, directeur de la recherche et de la planification à la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec, Jean-René Milot, professeur au Département de sciences des religions de l'UQAM et co-chercheur au Groupe de recherche interdisciplinaire sur le Montréal ethnoreligieux (GRIMER), Anne Saris, professeure au Département des sciences juridiques de l'UQAM et Bilkis Vissandjée, professeure à la Faculté des sciences infirmières de l'Université de Montréal, a stimulé de riches réflexions sur la question.

L'enthousiasme suscité par ce débat public sur Les défis de l'accommodement raisonnable dans l'espace public a amené le CRIEC à le proposer au Canal Savoir.

2. La polygamie

Le mardi 7 novembre 2006, dans le cadre d'un débat-midi, Pierre Robert, professeur au Département des sciences juridiques de l'UQAM et directeur de la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, Michèle Asselin, présidente de la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Andrée Côté, directrice de l'Association nationale Femmes et Droit et Aoua Bocar LY, sociologue à l'Institut d'études des femmes de l'Université d'Ottawa et présidente-fondatrice de Réseau Femmes africaines, Horizon 2015, se sont demandés s'il faut Légaliser ou criminaliser la polygamie.

Les réponses proposées par les conférenciers confirment la complexité du débat entourant la polygamie en Occident. Cette pratique constitue une infraction aux droits de la personne et est incompatible avec le principe d'égalité entre les hommes et les femmes. Toutefois, pour éviter la marginalisation des femmes immigrantes ayant contracté un tel mariage avant leur émigration, certains panélistes se sont dit en faveur de la décriminalisation de cette pratique.

Les présentations des panélistes sont disponibles sur le site Internet du CRIEC : <http://www.criec.uqam.ca> sous la rubrique *Textes en ligne*.

La Veille documentaire de l'Observatoire

Depuis l'automne 2003, l'Observatoire diffuse, sur son site Internet et par courriel, une veille documentaire électronique mensuelle. Cette veille porte sur les milieux d'intervention, qu'ils soient gouvernementaux, paragouvernementaux ou non gouvernementaux. Elle recense et donne accès à des documents disponibles sur Internet, des études, des rapports officiels, des annonces d'événements, etc. qui sont pertinents pour l'analyse du travail d'intervention sur les questions de citoyenneté, de droits humains, de discrimination, de racisme, de démarches pour lutter contre ces discriminations, d'analyses utiles pour déterminer les priorités d'action et pour la guider, etc. Elle donne les documents eux-mêmes quand ceci est autorisé, et les adresses où les trouver dans le cas contraire. Elle est axée sur les minorités racisées, les immigrants et les réfugiés, les peuples autochtones et les femmes, et essaie de privilégier une approche intersectorielle de ces questions. L'information est présentée selon le niveau d'intervention : local, national et international. Si vous souhaitez recevoir cette veille par courriel, prière de communiquer avec criec@uqam.ca.

Discrimination intersectorielle et Coalition canadienne des municipalités contre le racisme

1. La discrimination intersectorielle

Le jeudi 5 octobre 2006, l'Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées (AMEIPH) organisait, en collaboration avec l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, une conférence sur le thème de la discrimination intersectorielle. Le panel était composé de Yasmina Chouakri, responsable du comité des communautés culturelles de la Fédération des femmes du Québec, Shirley Sarna formatrice pour la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse du Québec et Jean-Claude Icart, coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations. Rappelons qu'on parle d'intersectionnalité quand il y a croisement, cumul ou chevauchement de multiples motifs de discrimination.

L'AMEIPH lançait également un document intitulé «*Présents... Participants? État de situation de l'intégration scolaire des élèves handicapés d'origine ethnoculturelle.*»¹, qui porte sur la problématique des élèves ayant des limitations fonctionnelles issus de l'immigration et des communautés ethno-culturelles et leur intégration dans le système éducatif.

«*À travers des exemples tirés de la réalité et à l'aide de textes introduisant chaque point développé, l'Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées offre un aperçu de certains obstacles particuliers rencontrés par des élèves ayant des limitations fonctionnelles, issus de l'immigration et des communautés ethnoculturelles et par leur familles au cours du cheminement scolaire.*

Le document, un état de situation, présente aussi des mesures pouvant aplanir leur chemin vers l'intégration, tout en facilitant la vie des familles et des intervenants concernés » (2006, p. 1).

2. Les mécanismes de coopération entre les villes et le milieu communautaire dans la lutte contre le racisme

L'Observatoire international sur le racisme et les discriminations et la Commission canadienne pour l'UNESCO, avec le soutien du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, ont organisé, le mardi 14 novembre 2006, un débat public sur *Les mécanismes de coopération entre les villes et le milieu communautaire dans la lutte contre le racisme*. Le panel était composé de Michèle S. Jean, présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO, Anne Latendresse, professeure au département de géographie de l'UQAM, Patricia Bittar, conseillère de la ville et conseillère associée aux Services aux citoyens à la Ville de Montréal et Jean-Claude Icart, coordonnateur de l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations.

Depuis plus de vingt ans, les villes s'efforcent de conceptualiser leur intervention en matière de gestion de la diversité et de lutte contre le racisme. Pour faire suite au lancement de la *Coalition internationale des Villes unies contre le racisme* (2004), un réseau de villes intéressées à partager leurs expériences en vue d'améliorer leurs politiques de lutte contre le racisme et la discrimination, la Commission canadienne pour l'UNESCO a proposé, en 2005, la création d'une *Coalition canadienne des municipalités contre le racisme*, coalition à laquelle ont adhéré onze villes, notamment les villes de Montréal (le 31 octobre 2006) et de Gatineau (le 5 décembre 2006).

L'adhésion de la Ville de Montréal devrait être suivie de «la mise en oeuvre d'un plan d'action spécifique en matière de lutte contre le racisme qui mobilisera les acteurs concernés»². Quant à la Ville de Gatineau, elle avait participé à cette initiative en déléguant, depuis 2005, un représentant sur le comité créé par la Commission canadienne de l'UNESCO³.

¹ Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées (AMEIPH) (2006), *Présents... Participants? L'intégration scolaire des élèves ayant des limitations fonctionnelles issus de l'immigration et des communautés ethnoculturelles*, octobre, 26 p.

² Ville de Montréal, Cabinet du maire et du comité exécutif (2006), «Montréal adhère à la Coalition des municipalités canadiennes contre le racisme et participe à la Coalition internationale des villes contre le racisme», *Communiqué*, 31 octobre.

³ Ville de Gatineau (2006), «Gatineau adhère à la coalition des municipalités canadiennes contre le racisme et les discriminations», *Communiqué*, 13 décembre, site web, <http://www.gatineau.ca/documents/C-06-093.ART.pdf>, consulté le 14 février 2007.

Conclusions et recommandations du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

En février 2006, le Canada a déposé un rapport au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale de l'Organisation des Nations-Unies dans lequel il fait état des différentes mesures adoptées pour lutter contre la discrimination entre juin 2001 et mai 2005. Suite à la production de rapports par plusieurs ONG canadiennes (Amnistie internationale, Ligue des droits et libertés du Québec, National Anti-Racism Council of Canada, Ontario Council of Agencies Serving Immigrants, Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic and South Asian Legal Clinic of Ontario et plusieurs autres) et à l'examen du rapport présenté par le Canada, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale a rendu publique ses conclusions et recommandations.

**Committee on the elimination of racial
discrimination, Seventieth session,
19 February - 9 March 2007,
Consideration of reports submitted by states
parties under article 9 of the Convention.**

Concluding observations of the Committee on the Elimination of Racial Discrimination CANADA

1. The Committee considered the seventeenth and eighteenth periodic reports of Canada, submitted in one document (CERD/C/CAN/18), at its 1790th and 1791st meetings (CERD/C/SR.1790 and CERD/C/SR.1791), held on 20 and 21 February 2007. At its 1808th meeting (CERD/C/SR.1808), held on 5 March 2007, it adopted the following concluding observations.

A. Introduction

2. The Committee welcomes the report submitted by the State party which is in conformity with the reporting guidelines, and notes with appreciation the regularity in the submission of reports by

Canada, in compliance with the requirements of the Convention. Furthermore, the Committee appreciates the extensive and detailed responses provided to the questions asked during the consideration of the report and the open and constructive dialogue with the delegation.

B. Positive aspects

3. The Committee welcomes the adoption, in March 2005, of A Canada for All: Canada's Action Plan Against Racism, including the Racism-Free Workplace Strategy.
4. The Committee also welcomes the enactment of the Human Rights Act in Nunavut, which prohibits racial discrimination.
5. The Committee notes with satisfaction the establishment of the Canadian Coalition of Municipalities against Racism and Discrimination.
6. The Committee welcomes the establishment, in 2005, of the Cross-Cultural Roundtable on Security, designed to provide a forum for dialogue between the Government and community representatives to discuss emerging trends and developments in national security measures.
7. The Committee notes with appreciation the expressed commitment of the State party to address through negotiations the assertion of Aboriginal rights and title to land.
8. The Committee notes with satisfaction: i) the amendments made, in December 2001, to the Canadian Human Rights Act and the Criminal Code, which strengthen domestic legislation against hate crimes on the Internet; ii) the establishment of an "Anti-Hate Team", dealing specifically with hate crimes within the Canadian Human Rights Commission, composed of investigative, legal and policy officers with specialized

expertise in the investigation of hate on the Internet; and iii) the establishment of the Hate Crimes Community Working Group in Ontario, with the view to reducing the incidence of hate crimes and to better address the needs of hate crime victims.

9. The Committee also notes with satisfaction the decision taken by the State party to halve the Right of Permanent Residence Fee (RPRF), aimed at lessening the financial burden upon new immigrants arriving in Canada.
10. The Committee notes with satisfaction the reduction achieved in the backlog and the length of time taken to process complaints by the Canadian Human Rights Commission.

C. Concerns and recommendations

11. The Committee regrets the paucity of available disaggregated data that allows for an overall assessment of the socio-economic conditions of various ethnic and racial groups in the population, including African Canadians, particularly in the fields of employment and education. The Committee also notes the absence of general statistical information on hate crimes, racial profiling and policing, disaggregated by ethnic and racial group.

The Committee recommends that the State party consider implementing a nationwide collection of disaggregated data based on racial and ethnic groups, as well as gender, which will allow for a better evaluation of the overall situation of different racial and ethnic groups in the State party.

12. The Committee, while welcoming the information that the Action Plan Against Racism, A Canada for All, together with other initiatives mentioned by the State party, will, inter alia, ensure the coordination of efforts of federal departments and provincial/territorial governments in the fight against racism, is concerned about remaining discrepancies in the level of implementation of the Convention among the provinces.

The Committee underscores once again the responsibility of the Federal Government of

Canada for the implementation of the Convention, and urges the State party to ensure that the existing inter-provincial mechanisms for exchange of information concerning their anti-racism legislation and policies, including "good practices", continue to be strengthened.

13. While noting the position of the State party according to which the use of the term "visible minorities" is specific to the Employment Equity Act and is not used for the purpose of defining racial discrimination, the Committee notes that the term is widely used in official documents of the State party, including the census. The Committee is concerned that the use of the term "visible minorities" may not be in accordance with the aims and objectives of the Convention (article 1).

The Committee recommends that the State party reflect further, in line with article 1, paragraph 1 of the Convention, on the implications of the use of the term "visible minorities" in referring to "persons, other than Aboriginal peoples, who are non Caucasian in race or non white in colour" (Employment Equity Act, 1995).

14. The Committee is concerned about the heightened risks of racial profiling and discrimination on the ground of racial or ethnic origin in the context of increased national security measures in the State party, and in particular, in the application of the Anti-Terrorism Act (2001). The Committee is also concerned about the use of security certificates under the Immigration and Refugee Protection Act by the State party which provides for indefinite detention without charge or trial of non-nationals who are suspected of terrorism-related activities. The Committee notes in this respect the findings of the Supreme Court in the case *Charkaoui v. Canada*, of 23 February 2007 (article 2).

While acknowledging the State party's national security concerns, the Committee underlines the obligation of the State party to ensure that measures taken in the struggle against terrorism do not discriminate in purpose or effect on grounds of race, colour, descent, or national or ethnic origin. The Committee urges

the State party to continue to review existing national security measures, and to ensure that individuals are not targeted on the ground of race or ethnicity. The Committee also recommends that the State party undertake sensitisation campaigns to protect persons and groups from stereotypes associating them with terrorism. The Committee further recommends that the State party consider amending the Anti-Terrorism Act to include an explicit anti-discrimination clause.

15. The Committee notes with regret the lack of substantial progress made by the State party in its efforts to address residual discrimination against First Nations women and their children in matters relating to Indian status, band membership and matrimonial real property on reserve lands, despite its commitment to resolving this issue through a viable legislative solution (articles 2 and article 5 d)).

The Committee urges the State party to take the necessary measures to reach a legislative solution to effectively address the discriminatory effects of the Indian Act on the rights of Aboriginal women and children to marry, to choose one's spouse, to own property and to inherit, in consultation with First Nations organisations and communities, including aboriginal women's organisations, without further delay.

9. While noting that section 718.2 of the Criminal Code establishes racial discrimination as an aggravating circumstance in sentencing offenders, the Committee remains concerned: i) about the absence of legislation that criminalizes and punishes acts of racist violence, as required by Article 4 (a) of the Convention; and ii) that under the Criminal Code, criminal liability cannot be established on the basis of the nature of racist organizations (article 4).

The Committee recalls its general recommendation 15 (1993) on article 4, according to which all provisions of article 4 of the Convention are of mandatory character, and recommends that the State party amend or adopt relevant legislation in order to ensure full compliance with article 4 of the Convention.

10. The Committee notes with concern the reports of adverse effects of economic activities connected with the exploitation of natural resources in countries outside Canada by transnational corporations registered in Canada on the right to land, health, living environment and the way of life of indigenous peoples living in these regions (article 2.1d), article 4 a) and article 5e)).

In light of article 2.1 d) and article 4 a) and b) of the Convention and of its general recommendation 23 (1997) on the rights of indigenous peoples, the Committee encourages the State party to take appropriate legislative or administrative measures to prevent acts of transnational corporations registered in Canada which negatively impact on the enjoyment of rights of indigenous peoples in territories outside Canada. In particular, the Committee recommends to the State party that it explore ways to hold transnational corporations registered in Canada accountable. The Committee requests the State party to include in its next periodic report information on the effects of activities of transnational corporations registered in Canada on indigenous peoples abroad and on any measures taken in this regard.

11. The Committee is concerned that under the Immigration and Refugee Protection Act (IRPA), non-citizens, including asylum seekers, may be remanded in custody when they are not able to produce a valid identity document, or on suspicion of having provided a false identity. Despite assurances by the State party that detention is used as a last resort and kept to the minimum length of time possible, the Committee remains concerned that there is no maximum time limit for the period of custody, and that detention on grounds of lack of a valid identity document may have an adverse effect on stateless persons and asylum-seekers from countries in which particular conditions make it difficult to obtain identity documents (article 5 (a)).

The Committee draws the attention of the State party to its general recommendation 31 (2005) on the prevention of racial discrimination in the

administration and functioning of the criminal justice system and general recommendation 30 (2004) on discrimination against non-citizens, and recommends that the State party ensure that detention be imposed only on objective grounds stipulated in law, such as the risk of flight, the risk that the person might destroy evidence or influence witnesses, or the risk of serious disturbance of public order. It further recommends to the State party to ensure that the persons detained enjoy all the rights to which they are entitled under the relevant international norms.

12. While welcoming the introduction of the initiative entitled Addressing Race-Based issues in the Justice system, as part of the Action Plan Against Racism, the Committee is concerned about the disproportionate use of force by the police against African Canadians and the disproportionately high rate of incarceration of aboriginal peoples compared with the general population (article 5 a)).

In the light of its general recommendation 31 (2005) on the prevention of racial discrimination in the administration and functioning of the criminal justice system, the Committee recommends to the State party that it give preference, wherever possible, to alternatives to imprisonment with respect to aboriginal persons, considering the negative impact of separation from their community that imprisonment may entail. Furthermore, the Committee recommends that the State party increase its efforts to address socio economic marginalization and discriminatory approaches to law enforcement, and consider introducing a specific programme to facilitate re-integration of aboriginal offenders into society.

13. While acknowledging measures taken by the State party, including the support extended to the Sisters in Spirit Initiative of the Native Women's Association of Canada (NWAC), the Committee remains concerned about serious acts of violence against Aboriginal women, who constitute a disproportionate number of victims of violent death, rape and domestic violence. Furthermore, the Committee is concerned that services for victims of gender-based violence are

not always readily available or accessible, particularly in remote areas (article 5 b)).

In light of its general recommendation 25 (2000) on gender-related dimensions of racial discrimination, the Committee recommends that the State party strengthen and expand existing services, including shelters and counselling, for victims of gender-based violence, so as to ensure their accessibility. Furthermore, it recommends that the State party take effective measures to provide culturally-sensitive training for all law enforcement officers, taking into consideration the specific vulnerability of aboriginal women and women belonging to racial/ethnic minority groups to gender-based violence.

14. While welcoming the commitments made in 2005 by the federal government and provincial/territorial governments under the Kelowna Accord, aimed at closing socio-economic gaps between Aboriginal and non-Aboriginal Canadians, the Committee remains concerned at the extent of the dramatic inequality in living standards still experienced by Aboriginal peoples. In this regard, the Committee, recognising the importance of the right of indigenous peoples to own, develop, control and use their lands, territories and resources in relation to their enjoyment of economic, social and cultural rights, regrets that in its report, the State party did not address the question of limitations imposed on the use by Aboriginal people of their land, as previously requested by the Committee. The Committee also notes that the State party has yet to fully implement the 1996 recommendations of the Royal Commission on Aboriginal Peoples (article 5 e)).

In light of article 5 e) and of general recommendation 23 (1997) on the rights of indigenous peoples, the Committee urges the State party to allocate sufficient resources to remove the obstacles that prevent the enjoyment of economic, social and cultural rights by Aboriginal peoples. The Committee also once again requests that the State party provide information on limitations imposed on the use by Aboriginal people of their land, in its

next periodic report, and that it fully implement the 1996 recommendations of the Royal Commission on Aboriginal Peoples without further delay.

15. While acknowledging the information that the “cede, release and surrender” approach to Aboriginal land titles has been abandoned by the State party in favour of “modification” and “non-assertion” approaches, the Committee remains concerned about the lack of perceptible difference in results of these new approaches in comparison to the previous approach. The Committee is also concerned that claims of Aboriginal land rights are being settled primarily through litigation, at a disproportionate cost for the Aboriginal communities concerned due to the strongly adversarial positions taken by the federal and provincial governments (article 5 d)v)).

In line with the recognition by the State party of the inherent right of self-government of Aboriginal peoples under section 35 of the Constitution Act, 1982, the Committee recommends the State party to ensure that the new approaches taken to settle aboriginal land claims do not unduly restrict the progressive development of aboriginal rights. Wherever possible, the Committee urges the State party to engage, in good faith, in negotiations based on recognition and reconciliation, and reiterates its previous recommendation that the State party examine ways and means to facilitate the establishment of proof of Aboriginal title over land in procedures before the courts. Treaties concluded with First Nations should provide for periodic review, including by third parties, where possible.

16. The Committee is concerned that undocumented migrants and stateless persons, particularly those whose application for refugee status is rejected but who cannot be removed from Canada, are excluded from eligibility for social security and health care, as it requires proof of residence in one of the provinces in the State party. The Committee is concerned about all egations that in some of the provinces, stateless children and undocumented migrant children are not eligible for schooling (article 5 e)).

The Committee recommends that the State party consider ratifying the 1954 Convention relating to Status of Stateless Persons and the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrants Workers and Members of Their Families. The Committee urges the State party to take necessary legal and policy measures to ensure that undocumented migrants and stateless persons whose asylum applications have been rejected are provided with access to social security, health care and education in all provinces and territories, in line with article 5 e) of the Convention. The Committee also recommends to the State party that it consider amending the Immigration and Refugee Protection Act (IRPA) so as to explicitly include statelessness as a factor of humanitarian and compassionate consideration.

17. The Committee, while acknowledging the important role played by the Canadian Human Rights Commission in eradicating racial discrimination in the field of employment, including its audit of federally regulated employers pursuant to the Employment Equity Act (EEA), remains concerned that minority groups within the meaning of article 1 of the Convention, in particular, African Canadians and Aboriginal peoples, continue to face discrimination in recruitment, remuneration, access to benefits, job security, qualification recognition and in the workplace, and are significantly under-represented in public offices and government positions (Article 5e) i)).

The Committee recommends that legislation prohibiting discrimination in employment and all discriminatory practices in the labour market be fully implemented in practice and that further measures be taken to reduce unemployment among the minority groups, particularly among African Canadians and aboriginal peoples. The Committee also encourages the State party to strengthen or adopt, as necessary, specific programmes to ensure appropriate representation of ethnic communities in government and public administration, at federal and provincial/territorial levels. The Committee requests the State party to include information on the measures taken and the results achieved in its next periodic report.

18. The Committee, while welcoming the recent decision of the State party to repeal Section 67 of the Canadian Human Rights Act (CHRA) which effectively shielded the provisions of the Indian Act and decisions made pursuant to it from the protection provided by the CHRA, notes that the repeal in itself does not guarantee enjoyment of the right to access to effective remedies by on-reserve Aboriginal individuals (article 6).

The Committee urges the State party to engage in effective consultations with aboriginal communities so that mechanisms that will ensure adequate application of the Canadian Human Rights Act (CHRA) with regard to complaints under the Indian Act are put in place following the repeal.

19. While noting the existence of relevant legal aid mechanisms, the Committee is concerned about the difficulties of access to justice for aboriginal peoples, African Canadians and persons belonging to minority groups within the meaning of article 1 of the Convention, in particular in light of the decision announced by the State party on 25 September 2006 to cancel the Court Challenges Program which had provided funds to support test cases "in order to clarify the rights of official language minority communities and the equality rights of disadvantaged groups" (State party report, para. 80), and that no equivalent support mechanism has been put in place (article 6).

The Committee recommends that the State party take the necessary measures to ensure access to justice for all persons within its jurisdiction without discrimination. In this connection, the Committee urges the State party to reinstate the Court Challenges Program, or devise a functional replacement mechanism with equivalent effect, as a matter of priority.

20. In view of the positive contributions made and the support given by the State party in the process leading up to the adoption of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, the Committee regrets the change in the position of the State party in the Human Rights Council and the General Assembly.

The Committee recommends to the State party that it support the immediate adoption of the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples, and that it consider ratifying the ILO Indigenous and Tribal Peoples Convention No.169.

21. It is noted that the State party has not made the optional declaration provided for in article 14 of the Convention, and the Committee recommends that the possibility of such a declaration be considered.

22. The Committee recommends to the State party that it continue to take into account the relevant parts of the Durban Declaration and Programme of Action when implementing the Convention in the domestic legal order, in particular in respect of articles 2 to 7 of the Convention, and that it include in its next periodic report information on further action plans or other measures taken to implement the Durban Declaration and Programme of Action at the national level.

23. The Committee recommends that the State party continue consulting and expanding its dialogue with organizations of civil society working in the area of combating racial discrimination in connection with the preparation of the next periodic report.

24. The Committee invites the State party to update its core document in accordance with the requirements of the Common Core Document in the Harmonised Guidelines on Reporting, recently approved by the international human rights treaty-bodies (HRI/MC/2006/3 and Corr.1).

25. The State party should provide information within one year on the way it has followed up on the Committee's recommendations contained in paragraphs 14, 21, 22 and 26, pursuant to paragraph 1 of rule 65 of the rules of procedure.

26. The Committee recommends that the State party submit its nineteenth periodic report jointly with its twentieth periodic report in a single document on 15 November 2009, and that it address all points raised in the present concluding observations.

INVITATION À LA PROCHAINE ACTIVITÉ DE L'OBSERVATOIRE

Dans le cadre de la 8e édition de la Semaine d'actions contre le racisme

Qu'est-ce que le racisme aujourd'hui?

Grande conférence, prononcée par **Ghassan Hage**, *Directeur, School of Philosophical and Historical Inquiry*, Département d'anthropologie, Université de Sydney et Professeur invité, Université Harvard.

Résumé: Il y a de nos jours beaucoup de confusion sur ce qu'est le racisme. Le problème est en partie d'ordre historique : la croyance en la supériorité biologique d'une prétendue «race blanche», qui a constitué le noyau de la pensée raciste jusqu'au milieu du 20e siècle, est devenue une force politique négligeable. Elle a été remplacée par l'émergence d'autres modes d'infériorisation, d'humiliation et de discrimination des « autres », fondées sur des différences perçues. Le problème est aussi d'ordre politique : alors qu'une certaine gauche antiraciste auto-proclamée a eu tendance à abuser de ce terme et à l'utiliser à tort et à travers, la droite s'en est emparée et on a vu un foisonnement de concepts tels que le racisme à rebours ou le racisme des minorités. Enfin, le problème est aussi d'ordre analytique. À titre d'illustration, et ceci n'est qu'un exemple parmi d'autres, faut-il analyser le racisme du point de vue de l'intention du raciste ou de son effet sur ceux et celles qui sont racisés? Cette conférence vise à proposer des pistes de sortie raisonnées de ce champ conceptuel de plus en plus chaotique.

Le mardi 20 mars 2007, 18h à 20h
Salle Marie-Gérin-Lajoie (salle J-M400)
Pavillon Judith-Jasmin
Université du Québec à Montréal (UQAM)
405, rue Sainte-Catherine Est
Métro Berri-UQAM

Cet événement est organisé par l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, le Centre de recherche sur l'immigration, l'ethnicité et la citoyenneté, la Chaire Concordia-UQAM en études ethniques, l'Institut d'études internationales de Montréal, la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, avec le soutien du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

ENTRÉE LIBRE

Renseignements:

criec@uqam.ca

514 987-3000, poste 3318

www.criec.uqam.ca